

étrangers, le Massachusetts en avait reçu 260,000. La Virginie en a reçu 35,000, mais la Pennsylvanie, sa voisine immédiate au Nord, en a reçu 430,000. La Géorgie, l'Etat empire du Sud, en a reçu 11,671, et le New-York, l'Etat empire du Nord, en a reçu 25,000.

Le Mississippi en avait moins de 9000 contre l'Illinois 324,000, le Tennessee en avait 21,000 contre l'Indiana 124,000. Le Kentucky en avait 59,000 contre l'Ohio 328,000!!

Le petit Etat de Rhode-Island, avec sa population si dense, se montait à plus de 135 par mille carré, a reçu 37,000 émigrants; et la Caroline du Nord, avec une population éparsée de 18 par mille carré, n'en a reçu que 3000. La superficie du Rhode-Island est de 1200 milles, et celle de la Caroline du Nord de 45,000 milles.

Et, chose remarquable, les Etats serviles ou l'émigration s'est portée sont précisément ceux où l'esclavage dépeçait rapidement, comme par exemple le Maryland et le Missouri.

Ainsi le Maryland où l'esclavage perdait du terrain et marchait visiblement à son extinction, recevait sept fois plus d'émigrants que la Géorgie; et le Missouri, qui l'on croyait généralement devoir être un jour devenir un état libre, recevait autant d'émigrants à lui seul que le Tennessee, le Kentucky, le Mississippi, la Géorgie, la Virginie, les deux Carolines et l'Alabama réunis. Néanmoins, comparativement aux Etats libres, le Missouri avait un désavantage marqué, malgré la supériorité de son climat, de ses ressources, de ses immenses richesses minières, et surtout celle de ses communications avec l'extérieur.

Prenez les faits dans leur ensemble, vous voyez que l'émigration s'est portée vers la liberté à raison de 8710 de son total, et vers l'esclavage à raison de 1310 seulement!! Ce fait n'a-t-il pas une éclatante signification?

Par le recensement de 1850 la valeur totale de la propriété dans les Etats libres était de \$4,107,000,000; dans les Etats esclaves de \$2,955,000,000; et si l'on retranche la propriété en chair humaine, le sol ne valait plus que \$1,656,000,000.

La différence était plus grande d'après le rapport du secrétaire du Trésor en 1855.

Alors l'évaluation des Etats libres montrait une valeur totale de \$5,770,000,000 et une valeur moyenne de \$11,72 l'acre; et celle des Etats serviles un total de \$3,977,000,000 ou \$2,505,000,000 en retranchant les esclaves; ce qui donne au sol un valeur moyenne de \$4.50 seulement. (1)

D'après le recensement de 1850 la valeur totale des Etats libres était de \$9,287,000,000 ou \$23.65 l'acre. Celle des Etats du Sud, en retranchant les esclaves, était de \$4,854,000,000 ou \$4 l'acre.

Et vous voyez, en consultant les détails statistiques du recensement, que la valeur de la terre diminuait régulièrement à mesure que le système de l'esclavage avait plus de puissance.

Passez par exemple les Etats libres et les Etats esclaves limitrophes, et comparez-les ensemble.

Dans le New-Jersey, par le recensement de 1850, la valeur de la terre était de \$14.6; dans la Pennsylvanie, \$27.68; dans l'Ohio, \$20; dans l'Indiana, \$11.26; dans l'Illinois, \$8; moyenne \$22.20.

Dans le Delaware la terre valait en moyenne \$20.4; dans le Maryland, \$18.27; dans la Virginie, \$8.59; dans le Kentucky, \$9.18, et dans le Missouri, \$6.31; moyenne \$12.41.

Enfin prenons les Etats les plus éloignés de l'influence bienfaisante et progressive de la liberté, ceux où l'esclavage pétrifiait tout comme je vous l'ai dit et voyez l'étonnant résultat!

Dans la Caroline du Nord la valeur des terres était de \$3.28; dans la Caroline du Sud de \$4.96; dans la Géorgie, de \$4.27; dans la Floride, de \$3.84; dans l'Alabama, de \$5.36; dans le Mississippi, de \$5.14; dans l'Arkansas, de \$4.66; dans la Louisiane, de \$6.11; dans le Texas, de \$2.14; dans le Tennessee, \$0.70; moyenne \$4.75.

Et cette loi règne inébranlable partout. Ainsi, dans la Virginie, les terres qui avoisinaient les Etats libres valaient \$12 l'acre, pendant que celles situées au centre et au Sud de l'Etat, quoique plus riches, n'en valaient plus que \$3.4. Dans l'Illinois, les terres voisines de l'esclavage valaient exactement moitié moins que celles situées au Nord de l'Etat. Tout cela ne prouve-t-il pas que l'esclavage est le plus mauvais voisin possible?

On a donc ce remarquable résultat que la loi de la liberté rend la terre vaut \$22.20 l'acre; que là où l'esclavage commençait à perdre de la force, elle en valait \$12.41; et que là où l'esclavage régnait suprême, elle n'en valait que \$4.75. Donc l'esclavage appauvrit le pays au lieu de l'enrichir, comme on nous le dit ici, et comme nous l'avons cru sans examen de la question. Le mot de « planteur » comportait pour nous l'idée de richesse, et nous en tirions la conclusion que le Sud était plus riche que le Nord. Maintenant que nous avons étudié la question, nous voyons que le fait d'un planteur riche ne signifiait rien autre chose que pauvreté et stagnation autour de lui! C'est précisément parce que la richesse se concentrait dans quelques mains que le pays restait pauvre!

On nous dit souvent que le Sud est un pays plus essentiellement agricole que le Nord. On se trompe là comme ailleurs, au moins quant au produit relatif des fermes. On le croyait plus essentiellement agricole parce qu'il n'était pas du tout manufacturier, mais il n'en est pas moins vrai que la production agricole du Nord excédait considérablement celle du Sud avant la rébellion.

Voyez les détails, d'après le recensement de 1860 :

Nombre de fermes.	Nord.....	877,736
	Sud.....	564,203
Nombre d'acres de terre améliorée.	Nord.....	57,685,000
	Sud.....	54,970,000
Valeur des fermes.	Nord.....	\$2,142,344,000
	Sud.....	\$1,117,645,000
Valeur moyenne des terres.	Nord.....	\$18.83
	Sud.....	6.18
Valeur des produits de l'agriculture.	Nord.....	\$858,634,000
	Sud.....	631,277,000
Produit par acre.	Nord.....	\$7.04
	Sud.....	3.49

(1) *Barber's of Slavery*. Discours prononcé au Congrès par l'hon. M. Sumner.

Revenu moyen des Nord..... \$342  
agriculteurs (1) \$ Sud..... 171  
Et veuillez bien vous rappeler que la superficie des Etats serviles excédait de près d'un quart celle des Etats libres.

C'est un fait très remarquable que la seule récolte du foin, dans le Nord, dépasse en valeur tous les produits spéciaux du Sud, comme le coton, le tabac, le riz, le chanvre et le sucre.

Production du foin dans les Etats  
libres..... Tonnes..... \$12,691,000  
Valeur..... \$142,139,000  
Produits spéciaux du Sud, y compris le foin..... 128,604,000

Ce dernier chiffre se décompose comme suit :

Coton..... 2,445,000 balles..... \$78,204,000  
Tabac..... 185,000,000 de livres..... 15,502,000  
Riz..... 215,000,000..... 8,612,000  
Foin..... 1,137,000 tonnes..... 12,745,000  
Chanvre..... 35,000..... 3,882,000  
Sucre de canne..... 227,135,000 liv. (1) 16,690,000

(1) A. Cochran. Abolition de l'esclavage, p. 61, T. 2.

Le produit de la terre par acre est plus grand au Nord qu'au Sud.

PRODUCTION MOYENNE.

Blé..... Nord..... 12 minots 9  
Avoine..... 27 17  
Riz..... 18 11  
Maïs..... 31 29  
Pommes de terre..... 125 113 (2)

Mais faisons la comparaison de l'industrie, des manufactures, dans chaque section.

Capital..... Nord..... \$120,000,000  
Sud..... 95,000,000

Valeur des matières Nord..... 405,844,000  
Sud..... 386,130,000

Salaires..... Nord..... 195,000,000  
Sud..... 33,257,000

Produit annuel..... Nord..... 842,586,000  
Sud..... 165,413,900

(1) Tous ces chiffres et la plupart de ceux qui vont suivre sont tirés du remarquable discours de l'hon. M. Sumner, publié sous le titre : *Barber's of Slavery*.

(2) A. Cochran.

[A continuer.]

## LE PAYS.

Montréal, 12 Août 1865.

### Correspondance particulière du "Pays."

Québec, jeudi 10 août 1865.

Monsieur l'Éditeur,

L'adresse a été votée hier soir après une courte discussion à laquelle ont pris part MM. Dorion, Holton, Parnell, Jones et Dunkin. M. Magill, député d'Hamilton, a proposé les résolutions, secondé par M. Brousseau, député de Portneuf. Puis M. McDonald en anglais et M. Cartier en français ont donné les explications d'usage sur la formation du cabinet ou plutôt sur le remplacement de Sir Étienne Taché par Sir Narcisse Belleau. La correspondance que je lui envoie entre M. McDonald et M. Brown à ce sujet a révélé toute la faiblesse de la coalition actuelle, et du lien qui unit ensemble des éléments aussi disparates que sont ceux qui la composent.

Des explications qui ont été données ici, il résulte que le Gouverneur a d'abord appelé M. McDonald pour former un Cabinet et qu'il aurait eu même temps exprimé le désir qu'il avait de voir les autres membres du Cabinet retenir leurs portefeuilles, que M. Brown se serait opposé à l'arrangement alléguant que la position des diverses sections de la coalition ne serait plus la même qu'elle était lorsqu'elle avait été formée. Là-dessus M. McDonald aurait offert de céder le pas à M. Cartier et de le choisir comme chef du Cabinet; Sir Étienne Taché a consenti.

M. Brown s'y opposa en suggérant que Sir Étienne Taché devrait tout simplement être remplacé par quelque membre du Conseil ce qui ne causerait aucun changement dans l'administration. Il offrit en même temps sa résignation. M. McDonald et Cartier suggérèrent alors le nom de M. Belleau. M. Brown voulait alors avoir du délai pour consulter ses amis du Haut-Canada, mais les autres insistèrent et M. Brown consentit finalement à ce choix d'un premier ministre.

M. Dorion fit ressortir l'étrangeté de ces procédés. Pour sortir d'une difficulté créée par des mesquines jalousies personnelles entre les membres de l'administration, l'on avait été choisi dans le Conseil un membre nommé à vie, qui n'avait jamais possédé la confiance d'un seul électeur, et qui avait été candidat une seule fois dans un comté voisin de sa résidence ou il avait été repoussé à une grande majorité; que c'était montrer peu de respect pour les principes du gouvernement constitutionnel et responsable, dans la théorie était que les chefs des départements qui formaient l'administration et surtout le chef devait posséder la confiance publique; qu'au lieu de cela l'on avait choisi un homme sans influence, sans importance politique et qui n'aurait certainement jamais été premier ministre s'il avait été obligé de subir l'épreuve d'une élection. Que ce qu'il y avait de plus singulier dans toute cette correspondance, c'est que tout avait été fait et arrangé entre M. McDonald, Cartier et Brown; que c'étaient eux qui avaient en quelque sorte choisi le premier ministre, qu'ils lui avaient indiqué ses collègues et le programme de l'administration, pendant qu'il était un instrument passif entre leurs mains, qu'il n'apparaissait pas même qu'il eût eu aucune entrevue avec le Gouverneur avant d'être assermenté; que tout cela semblait être une farce plus que l'exercice régulier de la prérogative de la couronne.

Les remarques de M. Dorion furent accueillies par de fréquentes marques d'approbation et excitèrent souvent des rires ironiques, surtout lorsqu'il monta M. Belleau tout étonné de se trouver placé à la tête d'une administration, qu'il n'avait pas été appelé à former et dont tous les membres avaient été choisis à l'avance sans qu'on l'eût même consulté.

Je ne me faisais que l'écho de ce que j'ai entendu de la part d'un grand nombre de membres des deux chambres, en disant que la coalition est déjà en dissolution et que le cabinet ne rencontrera certainement pas les

chambres à une autre session, composés comme il l'est actuellement. Il n'est pas difficile de prévoir dès aujourd'hui que M. Brown et ses deux collègues libéraux seront les victimes de cette lutte sectaire qui mine aujourd'hui le cabinet.

En discutant l'adresse, M. Dorion fit voir que les délégués avaient complètement failli dans leur mission. Ils n'ont rien obtenu au sujet de la confédération. Le Gouvernement impérial ne veut se charger que des fortifications de Québec. Et tout ce qu'ils ont fait ça été d'engager la province à dépenser \$1,000,000 par année pour exercer la milice, à des dépenses de \$10,000,000 à \$12,000,000 pour construire des fortifications à Montréal et dans le Haut-Canada et autant pour acheter le territoire de la Baie d'Hudson. Mais les ministres ont compris que ce programme était tellement impopulaire qu'ils n'ont pas le soumettre soit en détail ou dans son ensemble à la considération de la législature. M. Dorion fit voir combien M. Brown avait été en contradiction avec ses anciennes professions sur la question du subsidie postal payé au Grand-Tronc, sur la question du chemin de fer intercolonial et sur plusieurs autres questions sur lesquelles il avait fait de l'agitation depuis plusieurs années. Dans le cours de la discussion M. Dorion cita comme moyen d'influence illégitime que l'on avait employé pour faire voter les membres en faveur du projet de confédération une lettre écrite par M. Galt ministre des finances, adressée aux membres des Townships. Je vous envoie la substance de cette lettre. Vous verrez à quel moyen l'on a eu recours pour s'assurer des votes sur le projet de confédération. Le Gouvernement n'a pas craint de promettre que les limites des comtés représentés par des Députés d'origine anglaise ne seraient jamais changées sans le concours des deux tiers des membres présents de ces comtés. C'est promettre que les limites de ces comtés ne seront jamais changées. La petite ville de Sherbrooke conservera son droit à un député à toujours ainsi que les petits comtés qui l'environnent. Le Gouvernement s'est de plus engagé à donner aux protestants du Bas-Canada un contrôle absolu sur leurs écoles, même jusqu'à leur donner un surintendant d'éducation distinct du surintendant des écoles communes, contrôle qu'il refuse aux catholiques du Haut-Canada par leurs écoles. Mais ce qu'il y a de plus important pour le Bas-Canada dans cette lettre, c'est que le Gouvernement ne veut aucune objection et s'engage par la même de vendre aux municipalités des Townships et des comtés qui voudront les acheter toutes les terres situées dans leurs territoires. Le but de cette stipulation est évident.

Les membres des Townships dans lesquels se trouvent à peu près toutes les terres publiques les plus avantageuses pour la colonisation veulent s'assurer de ces terres en les faisant acheter par les municipalités locales ou canadiennes françaises pour les exclure de ces terres. Rien ne sera plus facile après que ces terres seront passées entre les mains de ces municipalités de faire des règlements ou d'en disposer de manière à privilégier les colons canadiens français de participer aux avantages de la colonisation. Le surplus de notre population devra alors émigrer ou chercher des terres dans des localités moins avantageuses et c'est un projet de monopole que le ministre Taché-Macdonald favorise dans le seul but de se procurer quelques votes. M. Dorion tira son parti de cette lettre et M. Cauchon qui se leva après lui fut obligé d'admettre qu'il ne serait pas prêt à voter pour toutes les promesses qu'elle contenait.

Le vote sur le paragraphe de l'adresse qui avait rapport à la confédération fut voté par 27 contre 23, et la dernière session. Le vote a été de 57 contre 23, et les membres du Bas-Canada se sont divisés 24 pour et 23 contre, ne laissant qu'une voix de majorité au ministre. L'on peut déjà prévoir ce que sera le vote sur les constitutions locales, si elles sont soumises à la Législature, ce dont il n'y a pour le moment aucune apparence.

### Discours de l'hon. M. Dorion.

Assemblée législative.

Québec, 9 août 1865.

Après la proposition de l'adresse par M. Magill, secondé par M. Brousseau; l'hon. John A. McDonald donna des explications sur la reconstruction du ministère; explications qui avaient été couchées par écrit et que nous publions dans une autre colonne. L'hon. M. Cartier répéta les mêmes explications en français, avec quelques remarques.

L'hon. M. Dorion se leva et observa que des explications qu'il venait d'entendre, il concluait que ce n'était pas l'intention du Gouvernement de présenter à cette session le projet de constitution locale du Canada, qui devait accompagner le projet de Confédération des Provinces. L'hon. Membre qui venait de s'asseoir avait constaté que le parti libéral avait obtenu tout ce qu'il désirait de la coalition.

L'hon. M. Brown.—Non! Non! L'hon. M. Dorion.—Alors, qu'il avait obtenu tout ce qu'il pouvait attendre de la coalition. Dans quel but avait-elle été formée? En premier lieu, dans le but d'appliquer le principe fédéral aux deux Canadas (Ecoutez, écoutez) avec la perspective de l'étendre plus tard à toutes les provinces. Quoique cette première mesure n'ait pas lieu, on est venu avec un projet de confédération pour toutes les provinces avant de proposer la mesure tendant à la Fédération des Canadas. En second lieu, on avait promis de préparer des projets de gouvernements locaux en Canada en même temps que celui de la confédération. Eh bien! il a devant lui une déclaration faite par le Procureur-Général avant la dernière session.

À la dernière session la politique du Gouvernement a été qu'il immédiatement après le retour des délégués d'Angleterre, le Parlement se réunirait, et que tout ce qu'il y avait d'inachevé dans le projet de confédération serait terminé, ainsi que la constitution des gouvernements locaux du Haut et du Bas-Canada, et le régime des terres appartenant au Bas-Canada, à l'égard duquel le ministre des finances avait fait des promesses qui avaient assuré au plan de la confédération le support des protestants du Bas-Canada. M. (Dorion) blâma la déclaration du Procureur-Général du Haut-Canada, dans ce sens qu'elle était faite à la fin de la session, et fit remarquer que malgré ces promesses, ces questions seraient remises à 1866, et qu'alors s'il y avait des fondements raisonnables pour le réajustement du plan de la confédération dans toutes les provinces, un

jour ou l'autre, la question serait encore ajournée. Voilà ce que désirait le président du Conseil; il souhaitait obtenir tout ce à quoi il avait droit, en vertu des garanties qu'il avait achetées en entrant au Gouvernement. (Ecoutez, écoutez.)

Puis l'Orateur continuait en faisant remarquer que les membres de la Chambre, en se rendant à leur poste, ainsi que tout le pays, ont dû être surpris d'apprendre la nomination de Sir N. B. Belleau comme premier ministre du Canada; c'était un bonheur pour lui d'occuper à vie un siège dans le Conseil Législatif, car certainement si sa nomination eût dépendu de ses moyens de trouver un siège à la législature, jamais elle n'aurait été faite. (Ecoutez.)

Un homme qui n'a jamais été élu et qui n'a jamais pu se faire élire pour représenter une division quelconque, qui avait même essayé de se faire élire mais qui avait été défait par une immense majorité, était singulièrement qualifié pour une telle position (écoutez). La manière dont il a été choisi paraît aussi un peu extraordinaire, car il ne paraît pas qu'il y ait eu aucune communication, que ce soit entre le Gouverneur-Général et Sir Narcisse, ou qu'il ait reçu une commission de former une administration. (Ecoutez, et rires). Il paraît qu'entre le 5 et le 7, Sir Narcisse Belleau apprit de quelqu'un qu'il avait été choisi, d'autant plus surpris lui-même qu'il eût de la peine à le croire, et comme on l'a dit aux chambres, à accepter la position. (Rires). Il pouvait en effet montrer un peu d'hésitation, car ni lui, ni qui que ce soit en Canada n'avait pensé à lui avant la nomination. (Ecoutez). Tous ces événements servent à montrer la faiblesse inhérente de la coalition, laquelle, formée dans le but de mettre fin à tous les maux qui pèsent sur le Canada, était sur le point de se dissoudre après quatre ou cinq jours passés en efforts pour trouver un premier ministre à cause des rivalités et des jalousies personnelles des ministres (Ecoutez, écoutez). Si quelqu'un avait des droits à cette position dans l'administration par son habileté dans la direction des affaires, et par son expérience de la vie publique, certainement tout le monde dirait que c'est le Procureur-général-Ouest.

D'un autre côté, si la pratique qui a été observée depuis l'union de choisir les premiers ministres alternativement dans chaque section de la province, n'avait pas été négligée et qu'on eût choisi l'homme qui possédait la plus grande influence dans sa section et dont les capacités supérieures le qualifiaient pour ce poste, le Président du Conseil aurait évidemment dû être nommé. (Ecoutez). Mais au lieu de ces deux hon. Messieurs, on a choisi un homme sans influence aucune, et qui ne commandait pas même un vote soit dans cette chambre, soit dans l'autre, et tout cela a été fait simplement parce que les membres du Gouvernement ne pouvaient s'accorder quant à leurs rivalités personnelles. (Ecoutez). Ces hon. membres disent qu'ils se sont coalisés dans le but d'obtenir des changements constitutionnels, mais ils furent sur le point d'abandonner ces changements, et de les ajourner indéfiniment, parce qu'ils ne pouvaient concilier leurs jalousies personnelles, et finalement on avait trouvé un chef nominal qui pourrait être poussé dans toute direction au gré des Procureurs-Généraux, Est et Ouest, car il, (M. Dorion) supposait que personne ne croyait M. Belleau capable d'exercer une influence quelconque dans le cabinet. (Ecoutez.) En un mot ce n'est qu'une farce propre à baïsser le Gouvernement responsable dans ce pays, et la position maintenant occupée par la droite au lieu d'être honorable est des plus pénibles aux yeux du public.

### NÉGOCIATIONS MINISTÉRIELLES pour la reconstruction du Gouvernement, nécessaire par la mort de Sir E. P. Taché.

No. 1. Mémoire fait le 4 août 1865 sur la conversation qui avait eu lieu la veille entre M. Macdonald et Brown.

M. Macdonald demanda, hier, une entrevue avec M. Brown et l'informa que Son Excellence le Gouverneur-Général avait mandé ce matin, et lui avait exprimé le désir que l'administration telle que constituée en 1864, fut continuée au pouvoir avec aussi peu de changements que possible, afin d'écarter la politique annoncée par le Gouvernement lors de sa formation; qu'avec cette intention Son Excellence lui avait exprimé l'opinion que la manière la plus naturelle de remplir la place devenue vacante par la mort de Sir E. P. Taché, serait que M. Macdonald prit la position de Premier-Ministre, comme était le plus ancien membre du ministère, et que M. Cartier, suivant le même principe, deviendrait chef de la section bas-canadienne du Gouvernement; et que pour arriver à ce but il avait chargé M. Macdonald de prendre le poste de premier-ministre, priant en même temps tous les autres ministres de conserver leurs sièges. M. Macdonald informa de plus M. Brown qu'il avait donné son assentiment à la proposition de Son Excellence, et avait vu M. Cartier qui, de suite, avait déclaré être satisfait. Il l'invitait donc à accepter également l'invitation de Son Excellence.

M. Brown répondit qu'il était tout à fait disposé à entrer en arrangement pour faire subsister le Gouvernement dans la même position qu'il occupait avant la mort de Sir E. P. Taché; mais que l'arrangement proposé différait beaucoup de cette position. Jusqu'à présent le Gouvernement a été une coalition de trois partis politiques, représentés par chacun un chef reconnu, mais tous agissant sous un autre chef qui n'était plus sous l'influence des violentes passions de partis ou des ambitions personnelles, et qui était bien qualifié pour inspirer confiance aux trois branches de la coalition, et pour faire espérer que les conditions qui avaient précédé à leur union seraient remplies de bonne foi et à la lettre. M. Macdonald, M. Cartier et lui-même (Brown), étaient au contraire considérés comme chefs de partis, ayant les passions et les inspirations des hommes de partis; et placer l'un dans une position supérieure aux autres, avec l'immense avantage de chef du Cabinet, pourrait dans l'opinion publique, amoindrir la confiance que l'on a eue jusqu'ici dans le Gouvernement.

M. Brown répliqua que dans quelques-unes des vues suggérées par M. Macdonald, il y avait une différence entre cette proposition et la première; mais celle-ci, comme l'autre, aurait pour effet la construction d'un nouveau Gouvernement d'une façon qui affecterait sérieusement les garanties données au parti libéral. Cependant, avant de discuter davantage cette proposition il déclarait, si elle était formellement faite, désirer consulter ses amis, M. Macdougall et M. Howland.

Ainsi se termina cette entrevue, et la correspondance suivante en fut le résultat.

No. 2. L'hon. J. A. Macdonald à l'hon. George Brown.

Québec, le 4 août.

MON CHER MONSIEUR.—Immédiatement après la conversation que nous avons eue et que nous avons résumée par écrit, j'ai obtenu de Son Excellence la permission de vous faire la proposition suivante: M. Cartier, comme chef de la majorité ministérielle du Bas-Canada en Parlement, occuperait la position de premier ministre, devenue vacante par la mort de Sir Étienne Taché, les autres membres du cabinet conservant leurs portefeuilles respectifs. Tous les membres bas-canadiens du cabinet admettent cette combinaison, ainsi que M. Campbell et moi-même; je puis aussi vous garantir que M. le Solliciteur-Général, actuellement absent, ne s'y opposera pas.

Je vous prie, me répondre au plus vite.

JOHN A. MACDONALD.

A l'hon. Geo. Brown.

No. 3. L'hon. George Brown à l'hon. J. A. Macdonald.

MON CHER MONSIEUR.—J'ai reçu votre lettre de cette après-midi, par laquelle vous m'invitez à garder ma position actuelle dans un ministère dont M. Cartier serait le chef. En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que MM. Howland et Macdougall, avec lesquels j'en ai conféré, considèrent, ainsi que moi, cette proposition comme tendant à créer une nouvelle administration dans laquelle les garanties données au parti libéral se trouveraient gravement compromises. Toutefois, animés d'un vif désir d'éviter tout ce qui pourrait compromettre les plans du ministère de coalition sur la question constitutionnelle, nous ne pouvons prendre la responsabilité d'accepter ou de rejeter votre proposition avant de nous être consultés avec nos amis politiques. Je suis prêt à agir immédiatement dans ce sens et, à cette fin, il est nécessaire que j'aie, par écrit, un clair exposé des bases sur lesquelles M. Cartier se propose de former la nouvelle administration.

J'ai l'honneur, etc.,

A l'hon. J. A. Macdonald.

No. 4. L'hon. J. A. Macdonald à l'hon. Geo. Brown.

Québec, samedi, 5 août 1865.

MON CHER MONSIEUR.—Je suis fâché d'apprendre, par votre lettre, que vous ne pouvez, sans vous entendre préalablement avec vos amis politiques, ni accepter ni rejeter la combinaison qui ferait de M. Cartier le chef du ministère, en remplacement de feu Sir Étienne Taché, les autres membres du cabinet conservant leurs portefeuilles respectifs. J'ai consulté M. Cartier et il pense comme moi que le temps presse et qu'il serait très-inopportun d'attendre la décision de vos amis.

Le Parlement s'assemble mardi prochain, et, à notre point de vue, la position du Gouvernement et l'avenir du grand projet qui l'occupe, seraient également compromis si le ministère entré en Chambre sans être au complet et sans avoir un programme bien arrêté.

Je suis autorisé à vous déclarer que Son Excellence est de cette opinion et croit que l'intérêt public exige que le ministère soit immédiatement reconstruit.

En pareilles circonstances et pour prévenir toute possibilité d'un échec au projet de confédération des Provinces de l'Amérique Britannique du Nord, par suite d'un indice de division parmi les membres de la coalition formée pour accomplir ce projet, M. Cartier et moi, persuadés qu'il n'est point nécessaire qu'aucun de nous se retire, nous sommes convenus de proposer Sir Narcisse Belleau pour le portefeuille de premier ministre et le poste de receveur-général vice Sir Étienne Taché, les autres membres du Conseil Exécutif conservant leurs positions respectives, et le programme du Gouvernement demeurant le même que celui qui fut soumis au Parlement en juillet 1864, comme base de la coalition formée à cette époque.

Son Excellence m'autorise à vous faire cette proposition en vous priant de répondre le plus tôt qu'il vous sera possible.

Je vous prie, me répondre au plus vite.

JOHN A. MACDONALD.

A l'hon. Geo. Brown.

No. 5. L'hon. George Brown à l'hon. J. A. Macdonald.

Québec, 5 août 1865.

Samedi, 5 h.

Après-midi.

MON CHER MONSIEUR.—Votre lettre de cette après-midi m'a été remise par le col. Bernard, et je l'ai communiquée à mes collègues. Voici les conclusions auxquelles nous sommes arrivés.

Sans avoir aucune intention de faire injure à Sir Narcisse Belleau, nous croyons devoir vous déclarer que pour notre part, nous ne l'aurions pas choisi pour succéder à Sir Étienne Taché. Mais puisqu'il a été choisi par M. Cartier et moi, et que nous sommes tout aussi désireux que vous-même de prévenir toute possibilité d'échec au projet de confédération des provinces de l'Amérique britannique du Nord, par suite d'un indice de division parmi nous, nous ne nous opposerons pas à ce choix.

Je crois néanmoins qu'il est nécessaire que Sir Narcisse Belleau se fasse expliquer et accepte, en termes plus explicites que ceux indiqués par vous, le programme qui forme la base de notre coalition.

Il est juste que la base demeure la même qu'en juin 1864, mais il faut bien s'entendre sur la modification apportée par l'arrangement que les événements ultérieurs rendent nécessaire et qui fut ratifié par Sir Étienne Taché au mois de mars 1865. Voici quel était l'arrangement de juin 1864.

Le Gouvernement est prêt à s'engager à présenter une mesure, à la prochaine session, pour faire disparaître les difficultés existantes en introduisant le principe fédéral en Canada, accompagné d'une disposition qui permettra aux provinces maritimes et aux territoires du Nord-Ouest de s'incorporer dans le même système de gouvernement.

Et le Gouvernement cherchera, en envoyant des représentants aux provinces inférieures et en Angleterre, à gagner les sentiments des intérêts qui sont hors du contrôle de notre Législature, à la mesure qui permettra à toute l'Amérique Britannique du Nord de se unir sous une législature basée sur le principe fédéral.

Sir Narcisse Belleau devra comprendre que les événements survenus dans les Provinces maritimes ont malheureusement empêché cet arrangement d'être mis à exécution, du moins au temps prévu; il devra comprendre qu'il lui devient nécessaire de considérer ce qu'il y avait à faire en présence de ces événements, et que nous en vivons à cette conclusion: unir tous nos efforts pour faire adopter le projet de la Conférence de Québec. Mais, au cas où nous ne pourrions vaincre les objections des provinces maritimes assez à temps pour proposer, à l'ouverture des chambres en 1866, une mesure définitive au sujet de la confédération, nous présenterions alors au Parlement, et usant par la mort de Sir Étienne Taché, les autres membres du cabinet conservant leurs portefeuilles respectifs. Tous les membres bas-canadiens du cabinet admettent cette combinaison, ainsi que M. Campbell et moi-même; je puis aussi vous garantir que M. le Solliciteur-Général, actuellement absent, ne s'y opposera pas.

J'ai l'honneur, etc.,

A l'hon. J. A. Macdonald.

Je vous prie, me répondre au plus vite.

JOHN A. MACDONALD.

A l'hon. Geo. Brown.